Dans le cadre du projet

TRUST

*Appel à consultation pour*

**Mission d’accompagnement sur les méthodes de saisie de données pour les besoins de reporting de l’instance Nationale de Lutte contre la traite des personnes (INLCTP)**

**Contexte :**

**À propos de DIGNITY**

DIGNITY est une organisation non gouvernementale anti-torture indépendante fondée en 1982 au Danemark. DIGNITY est présente dans plus de 20 pays partenaires avec plus de trente ans d'expérience dans la réhabilitation des survivants de la torture et de la violence organisée, dans la prévention de la torture et dans la prévention de la violence urbaine.

En janvier 2012, DIGNITY a ouvert un bureau en Tunisie pour coordonner un vaste programme d'appui aux acteurs de l'Etat tunisien (ministère de la Justice et Société Civile) à travers des partenariats de coopération comprenant 3 axes : Un axe de prévention, de lutte contre la torture et d'accès à la justice, un axe de réhabilitation des victimes de la torture et un axe de prévention des violences urbaines.

DIGNITY travaille à l'établissement d'un monde sans torture où personne n'est soumis à la torture ou à d'autres formes de traitements inhumains et dégradants et où les pratiques de torture ne continuent plus d'affecter les survivants et leurs familles.

**Le projet TRUST**

Le projet TRUST est un projet qui appuie les Instances Publiques Indépendantes (IPI) en tant qu´acteurs à la fois nouveaux et importants dans le système national de redevabilité.

Les Instances publiques indépendantes établies ou renforcées depuis la révolution de 2011 participent au renforcement de la redevabilité de l’Etat tunisien, tant de manière transversale (à travers tous les acteurs publics concernés et sur leurs domaines de compétence) que verticale (vis-à-vis des citoyens).

Le projet TRUST vise le renforcement de la redevabilité de l’Etat tunisien à travers la consolidation des capacités des IPI, le soutien aux synergies qu’elles peuvent établir pour faire face aux défis communs qu’elles rencontrent, ainsi que par le renforcement des relations entretenues par les IPI avec les autres acteurs publics et les organisations de la société civile.

**INLCTP**

L’instance nationale pour la lutte contre la traite des personnes (INLCTP) a été créée en vertu de la loi organique n°2016-61 du 3 août 2016 relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes adoptée par l'Assemblée des représentants du peuple. Cette loi lui confère les missions suivantes :

Élaborer une stratégie nationale visant à prévenir et à lutter contre la traite des personnes et proposer les mécanismes appropriés pour sa mise en œuvre, • Coordonner les efforts dans le domaine de mise en œuvre des mesures de protection des victimes, des témoins et des dénonciateurs, ainsi que les mécanismes d’assistance aux victimes, • Recevoir les signalements sur des opérations de traite des personnes et les transmettre aux instances juridictionnelles compétentes, • Définir les principes directeurs permettant à tous les intervenants, notamment les transporteurs commerciaux, les inspecteurs du travail, les délégués de la protection de l’enfance, les travailleurs sociaux, les psychologues et les autorités chargées du contrôle des frontières et des étrangers et des documents d’identité, de voyage, des visas et de séjour, de détecter et d’aviser sur des opérations de traite des personnes, • Émettre les principes directeurs permettant d’identifier les victimes de la traite des personnes et de leur apporter l’assistance nécessaire, • Faciliter la communication entre les différents services et parties concernés par ce domaine et coordonner leurs efforts et les représenter à l'échelle nationale et internationale, • Coopérer avec les organisations de la société civile et toutes les organisations en rapport avec la lutte contre la traite des personnes et les aider pour mettre en œuvre leurs programmes dans ce domaine, • Collecter les informations, les données et les statistiques relatives à la lutte contre la traite des personnes pour créer une base de données dont le but de l’exploiter dans l’accomplissement des missions qui lui sont dévolues, • Proposer des mécanismes et mesures permettant de réduire la demande qui stimule toutes les formes de la traite des personnes et de sensibiliser la société aux dangers liés à la traite des personnes à travers des campagnes de sensibilisation, des programmes culturels et éducatifs, l’organisation de congrès et des colloques, et l’édition de publications et de manuels, • Organiser des sessions de formation et superviser les programmes de formation au niveau national et international dans les domaines se rapportant à ses activités, • Faire connaître les mesures prises par l’Etat en vue de lutter contre la traite des personnes et préparer des réponses aux questions sur lesquelles les organisations internationales demandent d’émettre un avis, en rapport avec leur domaine d’intervention, • Participer aux activités de recherche et d’études pour moderniser les législations régissant les domaines liés à la traite des personnes conformément aux normes internationales et aux bonnes pratiques, de manière à mettre en œuvre les programmes de l’Etat en matière de lutte contre ce phénomène.

**Cadre de la consultation :**

Cette consultation s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du troisième objectif du Projet TRUST et spécifiquement son résultat 3.1.2 qui consiste à développer des outils pour améliorer le fonctionnement des IPI et le renforcement de leurs capacités techniques et managériales favorisant une gestion autonome.

Chaque année, l'instance établit un rapport national qui comporte également de nombreuses statistiques afin de disposer d'un document de référence et de promouvoir ses activités. Ce rapport provient d’un effort de collecte d’informations, de données et de statistiques relatives à la lutte contre la traite des personnes pour créer une base de données dont le but de l’exploiter dans l’accomplissement des missions qui lui sont dévolues.

Ce rapport doit être rédigé de façon claire et accessible. La rédaction doit être concise. Il n'est pas nécessaire d'englober tous les évènements, Il faut toutefois faire des regroupements pour que le rapport doit faire état de renseignements crédibles, validés, actuels et utiles. Les processus de production des données, des indicateurs et des statistiques est alors un critère essentiel de garantie de l’efficacité du rapport d’où l’objectif de cette consultation qui sera une mission d’accompagnement de l’instance et de développement de capacités en termes de méthodes de saisie et de traitement de ces données.

**Objectif de la consultation :**

Cette consultation visera l’évaluation des méthodes de saisie et de traitement de données effectuées par l’instance, le renforcement de compétences et la formation l’équipe à la production et l’analyse de statistiques et de rapports.

**Méthodologie :**

Dans un premier temps, il s’agira d’effectuer un diagnostic approfondi de l’état actuel du système statistique au sein de l’instance afin de fixer les priorités en matière de développement. Cela veut dire, dresser un état des lieux réaliste, objectif et critique des statistiques actuellement disponibles, des méthodes de collecte de données appliquées et de l’usage qui est fait des données produites. Le but final étant d’identifier quelles sont les marges d’amélioration et les besoins en termes de statistiques.

Par la suite, le/la consultant.e devra mettre en place une formation pour améliorer la collecte existante de données, l’interprétation et l’exploitation des statistiques. La formation devra recouvrir l’ensemble des outils et méthodologies en statistiques, qu’il convient d’utiliser à bon escient si l’on veut répondre à certaines problématiques et besoins. Celle-ci devra être essentiellement pratique et pas de notions particulières en mathématiques ne sera nécessaire. Il faudra proposer différents exercices avec correction afin d’aider les bénéficiaires à assimiler les méthodologies et l’interprétation des résultats.

A l’issu de la formation, un rapport de formation devra être remis ainsi qu’un guide d’élaboration et de remplissage des statistiques qui devra servir à l’équipe de l’instance, Il est crucial que cette formation garantisse la reproductibilité et la durabilité de l’action, avec le guide issu de celle-ci doit être utilisable par l’instance sur le long terme.

**Qualifications et expérience :**

- Niveau bac+5, formation en statistiques / mathématiques fondamentales et applications / big data / informatique décisionnelle ou appliquées aux sciences humaines et sociales ;

- Une expérience confirmée dans la production de statistiques et des indicateurs (choix de la méthodologie la plus appropriée à son sujet d’études, collecte d’informations et chiffres, traiter les informations à l’aide de logiciels, analyser et synthétiser les résultats de son étude, présenter de façon claire et accessible les résultats de son travail au commanditaire de l’enquête) ;

- Être parfaitement à l’aise avec l’outil informatique, maîtriser des logiciels courants d’analyse statistique.

**Compétences clés :**

- Maîtrise (écrite et parlée) du français et de l'arabe.

- Excellentes compétences interpersonnelles et de communication, capacité à interagir avec les participant.e.s et les partenaires.

- expérience prouvée dans le domaine de la statistique et gestion des données

- Compétences analytiques démontrées, en particulier dans l'analyse et l’exploitation des données dans le cadre de développement de rapport national, ou annuel.

- Expérience prouvée dans le domaine de renforcement de compétences et d’accompagnement

- Compétences organisationnelles démontrées et capacité à obtenir des résultats en temps opportun.

- expérience avec les instances publiques ou les acteurs de la société civile est un atout.

- Motivé, flexible, créatif et capable de travailler de manière autonome.

**Livrables et délais**

Nous estimons que le consultant passera un maximum de 20 jours ouvrables sur la mission.

* Un diagnostic / rapport d’évaluation des statistiques actuellement produites et des méthodes de collecte de données et de production de statistiques ;
* Un module de formation pour le nouveau staff sur la saisie et la gestion des données (guide de formation, supports visuels, outils pédagogiques) ;
* Un guide d’outils de saisie, production et d’exploitation de statistiques et de données pour l’usage de L’instance de lutte contre la traite des personnes ;
* Un rapport sur le déroulement et l’évaluation du processus de renforcement de capacités de l’équipe de l’instance ;

**Application :**

Le(a) consultant(e) ou l’équipe de consultants fournira :

* Les CV des experts impliqués
* Une offre technique explicitant la compréhension de la mission, la méthodologie proposée et le calendrier de la mission
* Une offre financière détaillé et indiquant les frais HT et TTC

Veuillez envoyer les dossiers de candidature à [info.tunisia@dignity.dk](mailto:info.tunisia@dignity.dk) avec en copie ghmk@dignity.dk , le deadline pour la réception des offres est le 31 décembre 2022.